



C E T R I

ANALYSE 2016  
16 novembre

Centre tricontinental

## THAÏLANDE : AU-DELA DU DEUIL

Aurélié Leroy

**La mort récente du roi Bhumibol bouleverse la Thaïlande. Jouissant d'une popularité et d'une aura sans pareils, il laisse à son fils un pays divisé et meurtri. Si émotion et retenue sont les sentiments dominants en cette période de deuil, ils se mêlent toutefois à des craintes légitimes. Le pays est confronté à un avenir incertain.**

La Thaïlande est en émoi. Son roi Bhumibol Adulyadej - Rama IX – s'est éteint le 13 octobre dernier, à l'âge de 88 ans, après sept décennies de règne. Figure emblématique, élevée au rang de demi-Dieu, il était vénéré par une grande partie de son peuple.

Le temps s'est depuis arrêté. Le pays s'est teint en noir. Un deuil national d'une année a été décrété, reportant à plus tard les contingences politiques et matérielles. L'heure est désormais au recueillement et au souvenir du souverain disparu.

Si émotion et retenue sont les sentiments dominants, ils se mêlent toutefois à des craintes légitimes. Le pays est confronté à un avenir incertain. La « crise » de la succession, la confiscation de l'espace politique par la junte militaire depuis le coup d'état de 2014 et les problèmes socioéconomiques inquiètent. Ces préoccupations sont toutefois tues et refoulées en raison des risques encourus. Propagande et intimidation poussent à l'autocensure et au tabou. La junte use de registres divers – persuasif, prescriptif, répressif – pour que l'ordre soit respecté. En cette période d'interrègnes, le ton s'est durci : le recours à la loi de lèse-majesté, l'une des plus strictes du monde, est systématisé. L'article 112 du code pénal stipule que « *toute personne reconnue coupable d'avoir diffamé, insulté ou menacé le roi, la reine, leur héritier ou le régent encoure une peine de prison de trois à quinze ans, sous chaque chef d'accusation* ». En outre, des groupes ultra-royalistes – véritables « milices du deuil » – traquent et harcassent les détracteurs de la monarchie.

### Le roi est mort. Vive le roi ?

Dans ce cas-ci, la formule « Le roi est mort. Vive le roi » ne s'est pas appliqué. Le successeur officiellement désigné, son fils Maha Vajiralongkorn, a en effet demandé un « *délai pour se préparer* » avant sa montée sur le trône, cédant temporairement le pouvoir au plus proche conseiller du roi défunt, Prem Tinsulanonda, âgé de 96 ans et désigné régent.

Le prince héritier est un personnage aussi impopulaire et fantasque que son père était adulé et austère. Ses frasques sur le plan personnel (divorcé trois fois, scandales à répétition et comportements excentriques), son éloignement et son désintérêt pour les affaires du Royaume ont écorné durablement l'image royale. Autrefois ciment de la nation, symbole d'unité, l'institution monarchique est mise à mal avec la succession en cours. En dépit des contraintes qui pèsent sur la liberté d'expression, l'hostilité envers le prince héritier est perceptible – notamment sur les réseaux sociaux - et ne peut cacher que

l'attachement des Thaïlandais va davanatge à l'homme qu'au trône. « *Les Thaïlandais ne sont pas monarchistes, ils sont bhumibolistes* », comme l'affirme David Camroux (*Monde diplomatique*, 2014).

Cela n'est pas sans poser problème pour la junte. D'un côté, elle exècre le futur monarque pour les raisons exprimées par tous, mais aussi pour ses liens de connivence avec Thaksin Shinawatra, l'ancien Premier ministre exilé, perçu comme une menace. De l'autre, elle dépend en partie de lui. Depuis les années 1950, l'armée a en effet construit sa légitimité et protégé ses intérêts grâce à sa position privilégiée de bras droit du roi. L'affaiblissement de l'institution risquerait dès lors de l'affecter. La succession annoncée de longue date a toutefois permis aux généraux de s'ajuster pour demeurer des acteurs incontournables.

### **Compromis entre parlementarisme et interventionnisme**

La démocratie au royaume du Siam est affaire de compromis. Elle oscille entre parlementarisme et prérogatives dévolues aux élites traditionnelles (issues du monde des affaires, de la bureaucratie et de l'armée). Alors qu'à la fin des années 1990, un élan démocratique était observé avec la « Constitution du peuple » de 1997 et la victoire du parti de masse mené par Thaksin en 2001, un reflux s'est opéré depuis une décennie.

La répression violente des « chemises rouges » antigouvernementales, en 2010, et les deux coups d'État qui ont évincé Thaksin Shinawatra (le frère), en 2006, et Yingluck Shinawatra (la sœur), en 2014, en sont les principales expressions. Dans les deux cas, un gouvernement légitimement élu a été renversé par les militaires avec l'aval du palais « *pour restaurer la paix et l'ordre et pour le bien de l'unité du pays* »<sup>1</sup>, témoignant de la faiblesse des structures démocratiques ainsi que de la résurgence d'une tradition interventionniste jamais éteinte. Depuis la fin de la monarchie absolue en 1932, la Thaïlande a en effet connu dix-neuf putschs (dont douze ont abouti) et un renouvellement de la Constitution tous les quatre ans.

Le coup d'État de 2014 déclenché par le général Prayuth Chan-Ocha et la réforme de la Constitution – approuvée par le référendum du 7 août 2016 – ont été, en l'espace de deux ans, des coups décisifs portés par le régime pour renforcer durablement les bases de son pouvoir. En réponse au désaveu systématique des partis de l'oligarchie régnante lors des dernières élections et face à l'imminence de la succession royale, les dirigeants n'ont finalement pas fait dans la dentelle : se révélant incapables de gagner la partie « à la loyale », ils ont finalement décidé d'en changer les règles. À marche forcée et sans tolérer aucun espace de contestation, les militaires ont obtenu l'adoption d'une nouvelle loi fondamentale « antidémocratique » légalisant la mainmise des militaires sur l'État et la société, les autorisant à nommer et à destituer des parlementaires et des membres du gouvernement.

Aujourd'hui, la mort du roi et la période de deuil d'une année sont le prétexte idéal pour repousser la transition démocratique réclamée par une majorité de Thaïlandais. La junte reste donc seul maître à bord. Des élections – que ce soit fin 2017 ou plus tard – finiront par être organisées – sous la pression de la rue et de la communauté internationale -, mais elles ne permettront pas, à elles seules, de sortir le pays de ce nouveau cycle autoritaire qui plonge la Thaïlande dans une « crise » politique profonde.

### **Croissance en berne et boom des inégalités**

À l'instabilité politique, se greffent d'autres considérations préoccupantes. L'économie de la Thaïlande s'était caractérisée ces dernières décennies par sa forte capacité de résilience. Elle était restée dynamique<sup>2</sup> en dépit des soubresauts politiques qui ont ponctué le règne de Bhumibol. La crise asiatique de 1997 et la crise mondiale de 2008 ont toutefois durablement affecté les performances du pays qui n'a jamais retrouvé ses niveaux d'antan.

Les tensions politiques depuis fin 2013 plombent plus encore les efforts du pays. La croissance a plongé de 6,5 à 3,1% de 2012 à 2013. Le gouvernement militaire est confronté à une chute des exportations : le pays a perdu des points dans la chaîne de valeur mondiale face à la concurrence du géant chinois et des CMLV, les nouveaux exportateurs : Cambodge, Laos, Myanmar, Vietnam. Il fait face également à une baisse de la consommation due à l'endettement des ménages (80% du PIB) et à une méfiance des

<sup>1</sup> [http://www.liberation.fr/planete/2014/05/26/thaïlande-le-roi-approuve-la-nouvelle-junte-militaire\\_1026989](http://www.liberation.fr/planete/2014/05/26/thaïlande-le-roi-approuve-la-nouvelle-junte-militaire_1026989)

<sup>2</sup> Les secteurs du tourisme, de l'agroalimentaire et de la construction automobile tirant la croissance.

investisseurs. Cela a conduit l'économie thaïlandaise à être catégorisée en 2016 comme « *la moins dynamique de l'ASEAN* » et lui a fait perdre sa position de leader au sein des pays du Sud-est asiatique.

Si la croissance entre le début des années 1980 et 1997 a permis aux dirigeants d'« éradiquer la pauvreté » - comme ceux-ci aiment à se flatter<sup>3</sup> -, le modèle prôné n'a jamais été celui d'un développement équilibré. Les dynamiques de concentration de richesses<sup>4</sup> ont primé sur les politiques redistributives. Les écarts entre régions<sup>5</sup>, entre riches et « faibles revenus », entre villes et campagnes n'ont cessé de se creuser.

Cette répartition inéquitable des ressources et du bien-être s'est superposée à un ordre social hiérarchisé et exclusif, dont les contours ont été remis en question par Thaksin (2001-2006). Le renversement des deux gouvernements Shinawatra – qui avaient expérimenté la politique de la main tendue aux populations marginalisées – et les mouvements de contestation qui s'en sont suivis – entre « chemises rouges » adeptes du changement et « chemises jaunes » adeptes du statu quo – ont accentué la polarisation de la société. La disparition du roi et l'accaparement du pouvoir par l'armée apparaissent comme un nouvel épisode susceptible d'attiser les crispations et les divisions.

Pour autant, l'autoritarisme et la période de deuil sont peu propices à la protestation ouverte, mais le report probable des élections, l'absence de considérations pour les laissés pour compte et les sombres perspectives économiques pourraient bien constituer un terreau fertile à de futures contestations.

## Bibliographie

Camroux D. (2014), « Douzième coup d'État en Thaïlande », *Monde diplomatique*, juillet.

Chaponnière J-R. (2016), « Thaïlande : pourquoi l'économie est en berne ? », *Asialyst*, 3 mars.

Dubus A. (2015), « Un monarque a qui la fortune sourit », *Asialyst*, 13 mai.

<https://www.letemps.ch/monde/2016/10/13/mort-roi-thaïlande-pourrait-renforcer-pouvoir-militaires>

## Aurélie Leroy est chargée d'étude au CETRI - Centre tricontinental.



**Centre tricontinental - CETRI**  
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69  
cettri@cettri.be - www.cettri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
service de l'éducation permanente et de la Province  
du Brabant wallon



<sup>3</sup> Moins de 2% de la population vivait avec moins de 2 dollars par jour en 2000 contre 22% en 1981

<sup>4</sup> A ce titre, notons que le roi défunt était considéré par le magazine *Forbes* comme « le souverain le plus riche de la planète ». La royauté « possède un conglomérat présent dans les BTP, la chimie, la banque, les assurances et l'immobilier. Une fortune qui représente un sixième du PIB et qui bénéficie d'un régime d'exception en matière fiscale ». (Dubus, 2015)

<sup>5</sup> Une fragmentation s'est opérée entre les habitants de la Région Centre (Bangkok inclus) où se concentre la production manufacturière, et ceux des provinces du Nord et du Nord-Est qui vivent davantage de l'agriculture.